Zeitschrift: Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne

Herausgeber: Université de Lausanne, Faculté des lettres

Band: 2 (1979)

Heft: 2

Artikel: L'histoire des patrons est-elle réactionnaire?

Autor: Jequier, François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-870901

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'HISTOIRE DES PATRONS EST-ELLE RÉACTIONNAIRE?

Tout est digne d'histoire pour celui qui la définit, en suivant Marc Bloch, comme la science d'un changement et, à bien des égards, une science des différences[1]. Derrière la paille des mots, l'historien tente de s'approcher de la réalité vivante des hommes et des choses dans leur dimension diachronique et synchronique. L'histoire est utile en ce sens qu'elle aide à décoder les schémas en fournissant des critères à notre connaissance du passé et, à la recherche d'une vérité qu'elle sait toujours relative, elle apparaît comme une tentative de compréhension et d'explication du vécu ; à nos yeux, l'histoire est intelligence des sociétés humaines dans leur évolution spatio-temporelle. Pour reprendre l'expression de Jacques Le Goff et de Pierre Nora: «... le domaine historique aujourd'hui est sans limites et son expansion s'opère selon des lignes ou des zones de pénétration qui laissent entre elles des espaces épuisés ou en friche...»[2] et les propos qui vont suivre s'inscrivent dans ces lacunes de la recherche historique que certains se sont mis à combler depuis quelques décennies.

Avant d'attribuer un sens ou quelque autre étiquette à l'histoire des patrons, il faudrait d'abord la connaître, du moins tenter de savoir ce qu'elle recouvre.

Le simple mot de patron, d'usage si courant, n'est-il pas en fait la résultante d'une somme considérable de sens, d'emplois momentanément fixés par leur relation au corps social qui finissent par former un magma chargé d'affectivité dans la mémoire collective. Du patricien romain, protecteur de sa clientèle, du saint ou de la sainte médiévale qui veille sur un pays, une église, une confrérie ou une corporation,[3] en passant par le maître de maison, qui peut à l'occasion être une rude patronne, ou l'artisan qui emploie quelques apprentis et compagnons, tous ces emplois du mot patron au sens linguistique du terme, pèsent lourd dans l'image que l'on peut se faire du chef d'une petite ou moyenne entreprise financière, commerciale ou industrielle.

Leçon inaugurale prononcée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, le vendredi 10 novembre 1978.

Ce raccourci du destin sinueux d'un terme usuel ne facilite guère la tâche de l'historien qui ne peut se passer d'écrire l'histoire en fonction des mots avec lesquels les contemporains l'ont vécue; car, chaque groupe d'individus ne peut s'exprimer, se situer, que par le truchement d'une redistribution de son passé, que ce soit des privilèges, des situations acquises, des richesses ou tout autre rapport de forces. L'histoire des maîtres, des patrons, des détenteurs de moyens de production ou, pour reprendre l'expression de Jean Bouvier: «des propriétaires des moyens d'enrichissement»[4], bref, cette histoire des possédants, fait nécessairement partie de toute étude générale de la dynamique sociale, dont le cheminement devrait passer par une analyse préalable des forces et rapports économiques des groupes en présence. Cette dialectique des dominants et des dominés est à la base de toute approche en histoire économique et sociale depuis la rencontre, bien tardive, de deux modes complémentaires d'analyse: le mode économique et le mode historique.[5]

L'histoire des patrons se nourrit de ces deux modes; elle ne peut ignorer l'attitude de l'économiste, théorique et prospective, soucieuse d'explication et qui n'emprunte à l'histoire que des éléments, des données, des événements pour élaborer son «pourquoi». Elle connaît la préoccupation de l'historien pour les faits dans son enquête rétrospective, dans son interrogation du passé à travers des bribes documentaires où la théorie et ses concepts ne sont, pour lui, qu'un «instrument de systématisation». Pierre Vilar, dont toute l'œuvre se nourrit d'économie et d'histoire, a parfaitement résumé ces antagonismes dans la communication qu'il présenta à la Première conférence internationale d'histoire économique à Stockholm, en août 1960, sous le titre: La croissance économique et l'analyse historique:

> Les économies, les sociétés — et même les civilisations — croissent et décroissent comme les organismes vivants, mais selon des lois propres, qui ne sont ni mécaniques, ni biologiques. Les historiens, cahin-caha, faute de systématisation, décrivent «comment». Les économistes voudraient bien dire «pourquoi». Mais, en se limitant, la plupart du temps, aux phénomènes économiques «purs», à leur mécanisme «endogène», et à la période moderne (en fait à celle du capitalisme industriel), ils perdent devant les historiens, en «généralisation», ce qu'ils gagnent sur eux, en «abstraction».[6]

L'histoire des patrons, comme celle des entreprises qu'ils créent, ont un rôle spécifique à jouer dans la rencontre de ces deux disciplines sœurs, trop souvent séparées par des querelles de famille ou d'écoles, qui, de par leur méthode même, n'ont pas à être dissociées. C'est en effet, dans leur complémentarité, dans ce mariage de raison, que les uns s'appuieront sur les théories économiques pour dépasser la simple description et que les autres recourront à l'expérience passée qui sécrète les données nécessaires, comme ces longues séries statistiques d'où naquirent les cycles et autres rythmes décennaux ou séculaires, éléments essentiels pour dégager des concepts économiques, les éprouver et les affiner afin qu'ils serrent de plus près la réalité. Cette méthode, maintenant éprouvée, est déjà évoquée par Friedrich Engels dans un texte du 6 mars 1895, où il souligne prudemment :

> Dans l'appréciation d'événements et de suites d'événements empruntés à l'histoire quotidienne, on ne sera jamais en mesure de remonter jusqu'aux dernières causes économiques. (Notons en passant l'actualité de ses propos.) Même aujourd'hui où la presse technique compétente fournit des matériaux si abondants, il sera encore impossible, même en Angleterre, de suivre jour par jour la marche de l'industrie et du commerce sur le marché mondial et les modifications survenues dans les méthodes de production, de façon à pouvoir, à n'importe quel moment, faire le bilan d'ensemble de ces facteurs dont, la plupart du temps, les plus importants agissent, en outre, longtemps dans l'ombre avant de se manifester soudain violemment au grand jour. Une claire vision d'ensemble de l'histoire économique d'une période donnée n'est jamais possible sur le moment même. On ne peut l'acquérir qu'après coup, après avoir rassemblé et sélectionné les matériaux. La statistique est ici une ressource nécessaire et elle suit toujours en boitant... »[7]

Quelque trente ans plus tard, le grand historien belge, Henri Pirenne, se trouvait confronté à la même question qu'il exprimait ainsi à son ami Marc Bloch :

> J'ai beaucoup de peine à écrire le dernier volume de mon *Histoire de Belgique*, qui traite de l'histoire contemporaine. Dans un livre de cette sorte, on ne doit retenir que les faits importants. Or, qu'est-ce qu'un fait important ? C'est un fait qui a eu de grands résultats. Comment puis-je peser l'importance des faits dont nous attendons encore les résultats ?[8]

Et Marc Bloch d'ajouter :

> Pirenne touchait juste. Vis-à-vis du présent, nous sommes toujours un peu dans la situation du chimiste qui serait obligé de rédiger son procès-verbal d'expérience sans attendre la dernière réaction. Malgré toutes ses difficultés — croyez bien que je ne les dissimule pas — l'étude du passé seule est capable de nous entraîner à l'analyse sociale. Oserai-je avouer que parfois le spectacle de l'attitude prise par certains de nos contemporains devant les faits sociaux les plus actuels a quelque chose de confondant pour un esprit tant soit peu dressé aux disciplines historiques ? On a l'impression qu'ils jugent et — pis encore — qu'ils prétendent agir sans connaître...[9]

Mais cette analyse socio-économique, à quel niveau, à quelle période, dans quelle durée faut-il l'aborder ?

Tenter de répondre à cette question, c'est inévitablement évoquer les rapports souvent tendus qui opposent deux manières d'ausculter le passé. L'approche macro-économique reconstitue dans le temps des valeurs globales ou agrégats comme les produits nationaux de Colin Clark[10] avec ses distinctions devenues classiques par secteur (agriculture, industrie et commerce) ou les comptes nationaux de Simon Kuznets[11] qui expriment les rapports entre consommation, exportation, importation, épargne et investissement par secteur en fonction de la population, ou plus près de nous, les remarquables travaux de Paul Bairoch [12] sur le Tiers-Monde, le commerce extérieur et la taille des villes. Toutes ces démarches globales enrichissent notre connaissance des structures et des conjonctures économiques qui forment la toile de fond de la scène sociale.

Pour sa part, l'histoire micro-économique, dans laquelle s'insère l'histoire des patrons et de leurs entreprises, s'attache à décrire d'abord, expliquer ensuite, l'évolution des principaux acteurs de la vie économique confrontés aux turbulences de ces données globales que nous venons de mentionner. Sa méthode tire beaucoup de l'étude de cas, mise au point par l'école américaine dans le courant des années trente ; elle procède par analyses concrètes, souvent pointillistes dans sa recherche de précisions dans le destin d'un homme et de son entreprise, toujours abordés dans un contexte clairement défini que ce soit dans le milieu, dans le temps ou dans l'espace. Les nombreuses monographies que l'approche micro-économique compte à son actif, touchant aussi bien les régions, les secteurs industriels, les entreprises, les

métiers, les classes sociales et les hommes, sont à l'image de sa vitalité[13].

Quand tout reste à faire, ou presque, en tout cas pour l'histoire économique suisse qui accuse un retard considérable sur celle des pays voisins, il serait ridicule de vouloir privilégier l'une de ces deux démarches aux dépens de l'autre. Retenons avec Pierre Léon et François Crouzet cette pétition de principe soulignée encore par Jean Bouvier :

> Quantitatif et qualitatif sont complémentaires et le premier ne saurait rendre le second inutile. Simplement, il lui donne de la profondeur, en permettant d'évaluer l'épaisseur relative des phénomènes...[14]

Réciproquement, l'approche micro-économique dite qualitative permet de nuancer les phénomènes généraux en corrigeant la systématisation nécessaire de toutes les théories, elle introduit l'original et le particulier à côté des données globales de l'histoire quantitative qui peuvent entraîner une certaine abstraction où l'homme finit par devenir une entité numérique[15]. Il sera toujours indispensable dans l'examen des cas individuels de garder présentes à l'esprit la dimension statistique, la résonance sociale des cas que nous étudierons, comme le firent avec une telle maîtrise Pierre Léon et David Landes dans leur irremplaçable synthèse, l'une régionale couvrant le Dauphiné[16], l'autre continentale embrassant toute l'Europe[17] de ce que l'on nomme communément la Révolution industrielle.

L'histoire des patrons étant ainsi sommairement située dans le champ de la recherche historique, il reste maintenant à examiner rapidement l'état de la question, soit l'apport des principaux travaux publiés dans ce domaine, avant d'esquisser quelques nouvelles orientations de recherches.

S'il est difficile de projeter les notions d'entrepreneurs, d'entreprise, de profit et de gestion dans les périodes antérieures à celle du capitalisme il faut tout de même rappeler en passant que les marchands italiens du Moyen Age[18], les grands banquiers du XVe comme les Médicis à Florence[19], les carrières exceptionnelles des Jacques Cœur en France[20], des Jacob Fugger dans les pays germaniques[21] ou de la famille Ruiz en Espagne[22], pour ne citer que ces cas parmi d'autres, ont fait l'objet d'études remarquables. Il suffit de jeter un coup d'œil dans la collection « Affaires et gens d'affaires » de l'Ecole pratique des hautes études de Paris pour se

faire une idée de la richesse et de la diversité de ces travaux. Tous ces marchands et autres chefs d'entreprises commerciales, des Flandres aux Péninsules, éprouvent le besoin d'étudier leur métier et le milieu économique. Les écrits, mémoires et correspondances de ces témoins de la vie économique sont de véritables traités de droit commercial centrés sur l'étude théorique des échanges[23].

Tous ces papiers privés des entreprises d'alors permettent une observation directe des us et coutumes, des règles et pratiques, des différents acteurs de la vie économique : les hommes, les familles, les groupes, sociétés ou associations de tout genre, et les villes.

Laissons de côté toute la littérature touchant les bases morales, justification ou condamnation du commerce, puis de l'industrie[24] et signalons, encore pour mémoire, que l'approche biographique a bien affiné nos connaissances des structures sociales et politiques de l'Ancien Régime. Elle permet, en effet, de suivre l'évolution des fortunes qui s'édifièrent à la fois sur la rente seigneuriale et foncière, les fermes d'impôts et de droits[25], le commerce colonial[26], l'assurance maritime, qui précédèrent les premières exploitations minières et industrielles[27]. Enfin, et il me plaît de le mentionner ici, la micro-observation, qu'elle prenne la forme de la biographie de négociants ou de financiers, ou celle de la monographie d'entreprise, aussi ingrate soit-elle, ses résultats ne pouvant être généralisés, rentrent dans la problématique marxiste des explications du démarrage économique de l'Occident dans le courant du XVIIIe siècle. Pierre Vilar ne néglige pas cette approche, il lui attribue même une place de choix dans les recherches à promouvoir :

> L'idéal serait de pouvoir suivre d'assez près les rendements économiques de chaque type de gain pour vérifier si la succession, à la tête du mouvement économique, de la rente foncière, du capitalisme marchand, du capitalisme industriel, du capitalisme financier, s'explique par la réaction contre la chute du taux de profit qu'ils ont respectivement et successivement subie. Cette vérification pourrait être une grande tâche de l'histoire économique future, étroitement liée au problème des mécanismes de la croissance...[28]

En bref, quelle que soit la problématique retenue, l'analyse de toutes ces sources d'enrichissement et de leur devenir se nourrit de cas particuliers. Selon Philippe Wolff, « LA CROISSANCE N'EST FAITE QUE PAR LES HOMMES... »

— Mais qui sont ces hommes ?
— D'où sortent-ils, de quel milieu ?
— Forment-ils déjà une classe dominante et en ont-ils conscience ?
— Quels furent ces nouveaux procédés d'enrichissement ou d'accumulation ?
— Comment ont-ils fini par briser les structures sociales et politiques de l'Ancien Régime, qui firent si longtemps obstacle à toutes ces innovations ?
— Dans quelles circonstances ont-ils créé et imposé un nouveau climat social avec ses règles et sa morale spécifiques, condition préalable à l'épanouissement de la libre entreprise ?

Toutes ces questions entrent dans le cadre de l'histoire des patrons qui apporte de nombreux éléments de réponse basés sur la multiplication des études de cas. Prenons un exemple qui remet en cause les schémas traditionnels. De récents travaux centrés sur l'origine sociale des entrepreneurs français de la seconde moitié du XVIIIe siècle ont bien nuancé l'image classique, que donnent les manuels d'enseignement, de l'oisiveté aristocratique. S'opposant à ces vues qu'il considère comme caricaturales, Guy Chaussinand-Nogaret arrive aux trois constatations suivantes :

> 1) la noblesse n'est étrangère à aucune activité de type traditionnel du capitalisme commercial.
> 2) Elle est en avance d'une tête sur la bourgeoisie dans le développement des forces productives nouvelles.
> 3) Elle revendique comme la bourgeoisie la libération de tous les dynamismes et la suppression des entraves qui freinent l'essor économique.
>
> La noblesse de France, dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, au moment capital où s'accomplissent une mutation décisive et un reclassement des valeurs, se révèle comme la noblesse la plus dynamique d'Europe face à une bourgeoisie timorée, très éloignée du modèle que propose l'Angleterre à la même époque...[29]

L'historien des *Gens de finance...* et de la *Noblesse au XVIIIe siècle*[30] base son argumentation sur le nombre des hommes d'affaires, d'extraction bourgeoise, qui firent leur fortune dans le négoce ou l'industrie avant de se transformer en financiers par une reconversion d'activités qui s'apparente à une véritable « stérilisation économique »[31]. Son tableau de la bourgeoisie française heurte les idées reçues :

> La bourgeoisie était incapable d'effectuer seule le passage de ce capitalisme marchand au capitalisme industriel. Manque d'invention, de dynamisme, imagination timorée ? Il y a de cela. Mais les raisons profondes sont ailleurs. L'esprit d'innovation, au sens schumpétérien, lui fait défaut : l'ambition sociale est trop puissante, qui la conduit à stériliser le capital dans des investissements de prestige et surtout dans les charges anoblissantes. Comme le montre le marché des offices de la Grande Chancellerie, les bourgeois acquièrent les « savonnettes à vilains » (charge conduisant à l'anoblissement) avec autant d'empressement à la fin du siècle que cinquante ans plus tôt... [32]

C'est dans l'industrie minière et sidérurgique que les nobles vont apparaître comme de « véritables entrepreneurs, patrons au sens plein du terme, dirigeant eux-mêmes leurs usines », comme le souligne Guy Richard dans son analyse des « Rois du fer » qu'il présente en une succession d'études de cas[33]. Ainsi, par ces biographies de patrons nobles nous connaissons l'importance quantitative de la production, l'ampleur du capital et l'emploi des techniques de Babaud de la Chaussade en Nivernais, des Dietrich en Alsace, de la dynastie des Wendel en Lorraine, puis au Creusot, des Barral en Dauphiné...

> Partout la noblesse est présente. Par le biais des sociétés par actions qui en assurent le financement elle domine l'industrie moderne comme le bois et l'eau lui assuraient la suprématie sur la sidérurgie traditionnelle. Qu'il s'agisse du fer au bois, de la manufacture d'acier, de la fonderie de cuivre ou de la fonte au coke, la métallurgie est, avant tout, l'affaire de l'aristocratie. [34]

L'histoire d'un patron, qu'il soit noble ou bourgeois, tend aussi à une peinture réaliste de l'existence quotidienne du maître de forges, pour rester dans ce secteur industriel. Elle personnalise, par exemple, l'action d'un Nicolas de Rambourg confronté aux aléas de la situation économique et sociale de la fin de l'Ancien Régime à la Restauration[35]. Dans son souci du concret et du court terme, elle cerne les conditions d'implantation des premières cellules de production, elle montre ensuite les relations tendues de ce patron avec les envoyés du Comité de Salut Public, elle énumère les mesures prises face aux réquisitions, au Maximum, à la montée des salaires, aux exigences ouvrières qui pèsent si lourdement sur les prix de revient. L'histoire de Nicolas de Rambourg, c'est aussi celle de sa politique d'entreprise face aux choix de l'évolution technique influencée par les nouveaux

procédés anglais, c'est encore une manière de comprendre les composantes de ce débat essentiel entre innovation et tradition.

— Peut-on négliger les remarques de Nicolas de Rambourg sur le mouvement de rénovation dont bénéficièrent les forges du Creusot et d'Indret avant la rupture et l'isolement causés par les guerres de la Révolution et de l'Empire ?

Il pose, à sa manière, bien avant la controverse que nous connaissons, l'épineuse question du rôle et des conséquences de la Révolution française sur le retard pris par la France dans son développement économique au moment où elle aurait été près de rattraper la Grande-Bretagne...[36]

— Et que dire de la personnalité de Nicolas de Rambourg, de sa formation, de ses recherches métallurgiques, de ses essais de «révolutionner l'art de fabriquer le fer en France», de sa carrière politique à travers quatre régimes, de son influence au sein du Conseil des Manufactures jusqu'à ses conceptions économiques révélées par ses écrits qui donnent de si nombreux renseignements sur le grand débat du protectionnisme.[37]

Mais, pour donner tout son sens à ce cas particulier, il faut le confronter aux grandes étapes de l'évolution de la métallurgie française qu'a si magistralement ramassées Bertrand Gille[38]. Ainsi, en s'épaulant l'une l'autre, les approches micro- et macro-économiques prennent une nouvelle dimension...

Dans l'immense littérature consacrée à la Révolution industrielle, en Grande-Bretagne d'abord[39], puis dans toute l'Europe technicienne[40], l'histoire des patrons s'impose non seulement par ses monographies, mais surtout par les nombreux emprunts et autres vérifications faites par les historiens. Les grandes fresques y recourent sans cesse: François Crouzet étudiant *L'économie britannique et le Blocus continental,* Wolfram Fischer, *L'industrialisation allemande,* Rondo Cameron, *La France et le développement économique de l'Europe* et Claude Fohlen dans son *Industrie textile au temps du Second Empire*, s'en inspirent[41]. Notre collègue Paul Bairoch, qui a si fortement marqué de son empreinte les controverses sur les origines du déclenchement de la Révolution industrielle[42], n'a pas manqué de tirer parti des résultats de toutes ces études de cas en se penchant sur la Grande-Bretagne:

> Un élément d'ensemble se dégage d'un examen général des biographies des entrepreneurs des premières phases de l'industrialisation: c'est la très large prédominance de gens modestes et surtout d'anciens agriculteurs parmi les fondateurs des entreprises industrielles. Cela est non seulement valable pour le textile... secteur moteur de l'industrialisation, mais également pour la plupart des autres secteurs. Sur le plan géographique, cette constatation, qui se dégage de plus en plus nettement des recherches historiques, ne s'applique pas seulement à l'Angleterre, pays berceau de la révolution agricole, mais également à tous les pays européens qui se sont industrialisés au XIXe siècle ainsi qu'aux Etats-Unis...[43]

Notre collègue se demande ensuite quelles furent les causes de la non-continuité des classes capitalistes, en rappelant que le grand Pirenne: «notait déjà, il y a plus d'un demi-siècle que, pour chaque phase qui compose l'histoire économique, il y a une classe séparée et distincte de capitalistes qui n'est pas issue du groupe capitaliste précédent»[44].

L'histoire d'un Nicolas de Rambourg ou d'un Georges Duffaud dans la métallurgie française[45], d'un Robert Owen dans le textile anglais[46] pour ne relever que ces exemples classiques, permettent de mieux saisir les effets de la convergence de la Révolution industrielle, avec ses aspects techniques et économiques, et des révolutions bourgeoises avec leurs conséquences politiques et sociales. C'est dans ce contexte d'une grande instabilité générale que Louis Bergeron s'est penché sur l'histoire des affaires et des gens d'affaires à Paris qu'il présente en une suite d'études de cas passés au crible d'une rigoureuse analyse micro-économique qui l'amène à remettre en question certains aspects de la croissance économique française[47].

Quant au XIXe siècle qui se termine pour nous avec la déclaration de la Première Guerre Mondiale, il apparaît comme le terrain de prédilection des recherches récentes de l'histoire des patrons et de leurs entreprises, qui débouche tout naturellement sur les problèmes discutés de la constitution de la bourgeoisie contemporaine. La plupart des grands historiens économistes, tant français qu'anglo-saxons de ces trente dernières années, ont fait leurs premières armes et ont durablement marqué ce domaine des sciences humaines qui ne cesse de se développer: l'histoire a aussi ses modes... Jean Bouvier s'est fait connaître par sa monumentale thèse sur le *Crédit Lyonnais*[48], François Caron a bien assis sa réputation avec son histoire de la Compagnie du

chemin de fer du Nord[49], Peter Mathias a retracé le destin des brasseurs anglais[50], Theo Barker celui des verriers Pilkington[51], et David Landes comme Alfred Chandler ont publié plusieurs «case studies» avant de rédiger leur synthèse[52]. Aucun de ces travaux, que je sache, n'a jamais été taxé de réactionnaire. La relève est déjà assurée.

Les listes de mémoires de diplômes[53], de thèses de IIIe cycle et les sujets déposés pour le doctorat d'Etat en témoignent, pour ne citer, faute de temps, que la production historique française[54]. Ces recherches individuelles et collectives annoncent d'amples défrichements dans les zones touffues des structures et des conjonctures de ce grand siècle que Louis Bergeron traduit en quelques formules saisissantes dans son dernier livre consacré aux *Capitalistes en France de 1780 à 1914*[55].

Il ne s'agit plus du capitalisme, ce «mot de combat, chargé d'explosifs que les marxistes ont jeté dans l'arène des luttes sociales»[56], mais bel et bien des capitalistes, «des propriétaires fonciers aux maîtres de forges, des banquiers aux patrons techniciens, des grands spéculateurs aux nouveaux industriels, voici la longue ascension des rois du siècle».

L'autorité du chef d'entreprise se double de celle de l'homme politique pour «défendre l'ordre établi et sacraliser la propriété sous toutes ses formes». L'histoire des patrons se nourrit de journaux intimes, de correspondances, privées ou professionnelles, de discours et de proclamations publiques, de généalogies et de toute la gamme des papiers d'affaires qui détaillent la diversité, les valeurs communes et les contradictions de ce nouveau groupe avide de conquérir les palmes du mérite parmi les élites d'une société dont les rigidités et les hiérarchies sont de moins en moins remises en cause.

La grande nouveauté de la seconde moitié du XIXe siècle, c'est la percée sociale des capitaines d'industrie qui apportent et imposent leur propre système de valeurs :

> Matérialisme brutal de l'argent amassé en grandes quantités : l'échelle des fortunes collant au plus près à l'échelle des grandeurs. Dignité d'un savoir technique et, à l'occasion, scientifique dont on commence à percevoir qu'il est source de pouvoir. Aptitude fondamentale à l'encadrement social d'hommes qui font vivre des masses et savent les commander dans leur travail. Aptitude corrélative à la direction des affaires publiques, les intérêts de la ville s'identifiant à ceux de l'usine, ou les grands intérêts économiques passant pour être de grands intérêts nationaux.[57]

Glorification du travail, de l'assiduité à la tâche, du renoncement, de l'épargne, du mérite personnel et de la précision dans toutes choses, telles sont les vertus cardinales de ces tâcherons dont Jean Jaurès tenta de déceler les motivations profondes :

> Mais en fait il y a dans la production bourgeoise, dans son intensité, dans son perpétuel renouvellement technique, dans ses crises d'outillage et de vente, dans ses responsabilités toujours renaissantes, dans l'esprit de combativité qu'elle développe par la concurrence, un prodigieux stimulant aux facultés de travail de ceux qui la dirigent.
>
> Nombreux sont les grands patrons, les grands marchands, les grands banquiers, les grands ingénieurs associés au profit des entreprises, qui mènent une vie de labeur et de rêve fiévreux, surveillant de haut la force ouvrière qu'ils emploient, contrôlant le fonctionnement des vastes usines, étudiant au loin le marché des produits et le marché des valeurs, élargissant en pensée leur champ d'action avant de l'élargir en fait. On peut dire qu'en un sens travailler prodigieusement est pour le grand capitaliste le seul moyen de posséder, je veux dire d'avoir la sensation nette et forte de sa puissance économique. La faculté de décision, de commandement, d'orgueil de l'homme dépasse infiniment ses forces de sensualité, et c'est seulement par l'impulsion qu'il donne, par le contrôle qu'il exerce, par les responsabilités qu'il assume, que le grand possédant peut prendre aujourd'hui conscience de sa propriété, qui le plus souvent ne serait sans cela qu'une abstraction morte et une vaine liasse de feuilles de papier. Mais par ce travail intense, la bourgeoisie, la grande bourgeoisie surtout, celle en qui le capitalisme atteint précisément sa valeur typique, est en communication avec la force et l'esprit des temps modernes, avec une société où tout est effort, tension, labeur, aspiration. Par là, malgré le privilège isolant des grandes fortunes disproportionnées, elle se sent liée à un ensemble passionné. Elle se reconnaît à sa manière comme une puissance révolutionnaire de création, de transformation, d'agitation même. Elle renouvelle ainsi, avec le sentiment de son utilité, le sentiment de son droit. Elle prend confiance en elle-même : elle croit qu'il y a entre elle et le milieu social harmonie profonde...[58]

Ces convictions profondes, si bien exprimées par le fondateur de *L'Humanité*, ont laissé des traces sensibles dans les mentalités tant patronales qu'ouvrières, tout particulièrement en Suisse. On comprend, dans ces conditions, que Louis Bergeron ait pu écrire en guise de conclusion à son étude des *Capitalistes en France*

qu'« en ce temps-là, nul doute que le patron se considère comme le phare de la société : l'homme par qui le bien-être arrive »[59]
Cette bonne conscience des classes dirigeantes, bien qu'archi-connue, pourrait être abordée par le biais d'une histoire qui reste à écrire : celle des rapports entre croissance et idéologies du progrès...[60].

Il suffit maintenant de faire allusion à l'autre face du stéréotype : le patron exploiteur, âpre au gain, sacrifiant tout sentiment humanitaire sur l'autel du profit pour compléter le tableau.

— Vous aurez retenu, au passage, un nouveau « terme de combat » nimbé d'affectivité : le PROFIT.
— L'histoire du profit est-elle réactionnaire ?

A en croire Pierre Vilar, l'un des historiens marxistes les plus éminents, la question ne se pose pas pour ceux qui cherchent à évaluer l'hypothèse marxienne de la « baisse tendancielle des taux de profit industriel ». Toute l'enquête qu'il dirigea dans le cadre de l'Institut d'histoire économique et sociale de l'Université de Paris I était basée sur deux aspects : entreprise et profit réunis dans une phrase qui ne manque pas de clarté : « Pas d'histoire de l'entreprise, sans histoire des taux de profit »[61]. Encore faut-il pouvoir les calculer dans les entreprises du XIXe siècle ? Mais ceci est une autre histoire...[62]

Du produit net du père des Physiocrates à la plus-value de l'auteur du *Capital* jusqu'à la notion actuelle de surplus global, s'étire la difficulté de définir le profit qui s'accompagne presque toujours d'un besoin de l'expliquer et même de le justifier comme le souligne J. Ullmo :

> Le jugement sur le profit doit logiquement distinguer entre le profit de l'entrepreneur individuel, qui est un revenu particulier, et le profit de l'entreprise, qui est un intermédiaire de la machine économique. L'entrepreneur, personne physique, reçoit le profit — revenu, qui met en cause les principes moraux de la répartition des revenus. L'entreprise, personne morale, utilise le profit à des fins diverses dont la valeur doit être jugée sous l'angle de l'efficacité économique et de l'intérêt national.
>
> Cette distinction recoupe l'opposition aujourd'hui banale entre la propriété et la gestion, qui éclaire l'évolution du capitalisme depuis un siècle...[63]

Du XVIIIe siècle à nos jours, les spécificités et les confusions propres à ce terme ont peu changé et Pierre Vilar propose aux historiens comme thème de réflexion ces « alternances de bonne et de mauvaise conscience autour du profit » de tous ceux qui en ont parlé :

> Profits de spéculation, profits d'inflation, profits d'innovation, profits courants d'entreprise, rente de la terre ou intérêt de l'argent : Marx en les réunissant dans une seule catégorie, a rejoint, en fait, l'opinion commune, qui ne les distingue guère...
>
> (...) En fait, sa théorie n'est devenue une arme au niveau des masses qu'en se combinant à la charge passionnelle négative qu'avaient portée, successivement ou concurremment, les mots intérêt, rente, profit, spéculation, accumulation...[64]

Tous ces thèmes évoqués : capitalisme, capitalistes, élites politiques, économiques et sociales, capitaines d'industrie, systèmes de valeurs, vertus cardinales de l'éthique bourgeoise, culte du travail et de l'ordre, autosatisfaction de l'entrepreneur, enfin, le profit, tous ces éléments, choisis un peu arbitrairement parmi d'autres, se retrouvent dans les biographies des patrons du XIXe siècle, au niveau régional, local, sectoriel, paroissial même, dans tous ces cercles ou structures d'accueil[65] de l'existence quotidienne de ces individus qui portent en eux une part de l'histoire du groupe.

Sans entrer dans la controverse classique de la représentativité, je pense sincèrement que l'étude approfondie de quelques hommes d'affaires, à la personnalité balzacienne, ne peut qu'enrichir notre compréhension d'une époque. Et cette référence à la *Comédie humaine* touche directement l'historien des patrons qui ne doit pas négliger les richesses inestimables de la littérature comme nous le rappelle déjà Friedrich Engels dans une lettre à Miss Harkness où il affirme avoir plus appris à la lecture de l'œuvre de Balzac que dans tous les livres des historiens, économistes et statisticiens de l'époque pris ensemble[66].

Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'histoire des patrons reste à la mesure de l'homme ; mais au fil de la seconde industrialisation, elle commence à se confondre avec celle des entreprises, dont la taille va croître plus ou moins rapidement selon les secteurs.

Qu'il en soit le fondateur, le propriétaire ou le directeur salarié[67], le patron n'a plus aucun moyen d'action, ou si peu, sur les facteurs de la transformation des structures qui vont peser sur

le destin de son entreprise. Les structures étant définies, ici, comme « l'ensemble de l'environnement d'un individu engagé dans la production »[68]. Il est aisé de comprendre que leur complexité va suivre une progression géométrique. L'image patronale va se calquer sur celle de l'entreprise, il y aura les petits patrons et les grands patrons, ou inversément nous pourrions dire que l'importance d'une entreprise peut s'apprécier par la nature du rôle joué par son chef :

> Selon ce principe, une grande entreprise sera celle dont le chef n'exerce que la fonction de direction générale, une moyenne, celle, où en plus de cette tâche, le directeur remplit encore une ou deux fonctions importantes. La petite entreprise étant celle où le patron assume la presque totalité des fonctions[69].

Bref, le caractère hétérogène de la fonction patronale n'est plus à démontrer[70], il s'impose comme une évidence qui ne facilite guère l'approche historique comme l'a montré récemment, lors d'une Table ronde à Strasbourg, la vivacité des débats sur la définition des petites et moyennes entreprises[71]. Paul Lazarsfeld dans ses *Réflexions sur la vie des affaires*, résume clairement la situation contemporaine :

> Il est très vraisemblable de penser que la branche industrielle, la taille de l'entreprise, le degré de centralisation de son organisation sont autant de contraintes qui déterminent le caractère d'une direction. Celle-ci est probablement confiée à des hommes de formation variable selon l'âge de l'entreprise. Quand une affaire se lance, il y a des chances pour qu'on trouve à sa tête un ingénieur ; que les problèmes de production soient réglés, et l'on voit le responsable commercial prendre les rênes ; puis les interventions administratives jouent un rôle croissant dans la vie de la firme, et le juriste y trouve l'occasion de se pousser. Chaque étape doit faire surgir des problèmes inédits de relations entre les membres de l'état-major d'un côté et de l'autre changer les aspects techniques et sociaux de l'organisation. Dans son passé récent, le patron a vu régulièrement augmenter le nombre des variables dont il doit tenir compte. Ce sont des études historiques et comparatives qui nous sensibiliseront au fait que le type des situations qu'il affronte conditionne le type de responsable qui a les plus grandes chances de les dominer...[72]

Ces divers aspects furent au cœur des échanges de vues du colloque international, organisé à Paris, en avril 1977, sur les

«Cadres dirigeants de l'entreprise»[73] et nous retrouvons les questions posées tout à l'heure au sujet des principaux acteurs de la Révolution industrielle :

— Qui sont ces hommes ?
— D'où sortent-ils ?
— Forment-ils une classe dominante et en ont-ils conscience ?[74]

L'historien ausculte le patron sur toutes les coutures :

— Faiseur de décision[75]. Est-il nécessaire de rappeler que le prix Nobel 1978 d'économie politique couronna les travaux du professeur Herbert Simon sur le processus de la prise de décision au sein de l'organisation économique ?
— Preneur de risques
— Porteur d'innovation selon la théorie classique de Joseph Schumpeter[76]
— Visionnaire de l'avenir avec ses capacités de prévision en forme de modèle.
— Meneur d'hommes par ses aptitudes au commandement.
— Négociateur dans ses relations avec le Prince.
— Défenseur du capital face aux syndicats...

De la fonction au champ sémantique on retrouve la même variété, lorsqu'on parle d'administrateur, de directeur ou de dirigeant, d'entrepreneur, de manager, de P.D.G. ou de promoteur, et je vous passe les qualificatifs de «général», «adjoint», ou «délégué»...

Ce foisonnement terminologique s'étale dans la littérature spécifique : de Frederic Winslow Taylor (1856-1915) à Henri Fayol (1841-1925), de James Burnham à John Kenneth Galbraith entre autres, de l'*Ere des organisateurs*[77] à la technostructure[78], la valse des néologismes recouvre des champs d'étude de plus en plus vastes. La plupart des travaux historiques actuels abordent ces points à travers l'extrême diversité des cas nationaux et des particularités régionales.

L'histoire des patrons et des entreprises jette un nouvel éclairage sur les affaires et les milieux d'affaires[79], les ententes[80], les trusts, les cartels[81] et leurs rapides renaissances après chaque démantèlement, le mouvement des concentrations, avec ses réussites et ses échecs[82], et surtout, je pense ici aux admirables travaux de Madame Mira Wilkins[83], à l'émergence des sociétés multinationales. Les cas typiques sont connus : Standard Oil Company[84], Du Pont de Nemours[85], Royal Dutch Company[86], Unilever[87], Imperial Chemical Industries[88] et Renault[89].

Les grandes compagnies craignent de moins en moins d'être confrontées à leur propre histoire si l'on en juge par le nombre d'études en cours. Soulignons en passant que l'histoire des grandes entreprises débouche immanquablement sur des préoccupations macro-économiques vu la part souvent prépondérante que les multinationales prennent à la bonne marche, sinon à l'existence, de certains secteurs de la vie économique. Il ne faut donc plus s'étonner de cette liaison de l'économie privée avec les intérêts dits nationaux qui ressort d'une boutade bien connue: «Ce qui est bon pour *General Motors* est bon pour les Etats-Unis...»

L'histoire des cadres dirigeants et de leurs entreprises se porte bien[90]. Présente à l'ordre du jour de nombreux colloques, elle semble être promise à un bel avenir. Laissons maintenant de côté ce qui a été fait[91] ou est en voie de l'être pour esquisser, brièvement, quelques perspectives de recherches.

QUE SAVONS-NOUS DES CLASSES DIRIGEANTES HELVÉTIQUES?

Le bilan est maigre!

Sans retenir la littérature pamphlétaire, je relèverai l'apport des travaux d'Erich Gruner[92], de Roger Girod[93] et de Maurice Erard[94], entre autres, pour constater avec Giovanni Busino[95] que l'analyse du capitalisme suisse est loin d'être faite, du moins dans sa perspective historique. En reprenant la démarche de Louis Bergeron (je privilégie ici l'approche micro-économique, l'étude de cas), pourquoi ne pas tenter d'écrire l'histoire des capitalistes suisses de 1780 à 1914? Nous pourrions débuter modestement par l'établissement d'un fichier des principaux négociants, industriels et financiers romands[96] en reprenant une partie du cadre de l'enquête minutieuse réalisée par l'équipe d'Erich Gruner sur le personnel politique fédéral[97].

Après dix ans de recherches sur le Jura industriel, permettez-moi de faire allusion à mes travaux[98], les résultats obtenus tiennent pour l'instant plus de la description que de l'explication: j'ai constaté, en effet, que le patron est indissociablement lié à son entreprise et qu'il évolue avec elle. A chaque étape du développement technologique correspond un type de patron, à chaque secteur, à chaque région, à chaque période[99]. Prenons un exemple précis: L'histoire de la famille Le Coultre, installée à la Vallée de Joux[100] dès le début du XVIIe siècle, illustre clairement les différentes étapes d'une croissance régionale en soulignant ce lent

passage de la terre à l'artisanat, de la forge à l'atelier, de l'établi à la fabrique, et, enfin, de la manufacture à la société holding. Six générations ont œuvré pour réaliser tous les stades qui mènent de la forge à l'outil aratoire, du rasoir aux pignons et des ébauches à la pendule perpétuelle ATMOS qui tire son énergie des seules variations de température. Tous ces Abraham-Joseph, Antoine, Elie, Benjamin et Jaques-David qui vivent et créent sous nos yeux au travers des archives de la famille et de l'entreprise, sont-ils représentatifs de cette montée des élites dans une région périphérique ? [101]

— Comment ces hommes ont-ils vécu ?
— Quelles furent leurs motivations profondes ?
— Pourquoi et comment ont-ils contribué à ériger et ont-ils tiré parti de cette conception du travail « bien fait », véritable fondement de la prospérité helvétique jusqu'à une date récente ?

Ces questions ne peuvent être élucidées uniquement sur la base d'un ou deux cas particuliers aussi fouillés soient-ils ! Il faut multiplier les monographies avant de dégager un essai de typologie... Pour l'instant, dans l'état actuel de la recherche, l'historien du patronat helvétique, qui cherche des points d'appui, qui manque trop souvent de comparaisons pour situer son patron, son secteur ou sa région, s'apparente un peu au coureur de fond confronté à sa solitude. Du découragement, issu des lacunes évoquées au stimulant de la curiosité d'une recherche à entreprendre, il n'y a, somme toute, qu'une question de caractère... Et c'est avec optimisme et naïveté que j'inscris les points suivants, parmi d'autres, à l'ordre du jour de l'histoire patronale helvétique :

— Généalogie qualitative des grandes familles : origines et rayonnement, disparition ou pérennité ? [102]
— Professionnalisme du patronat : à quel moment et dans quelles circonstances la compétence domine-t-elle le népotisme ? Du fils à papa au technocrate.
— Crises, stagnations ou croissances : comment le temps économique, dans ses mouvements systoliques et diastoliques est-il ressenti par les patrons ? Je fais allusion ici aux rapports mentionnés tout à l'heure entre croissance et idéologie du progrès.
— Y a-t-il une idéologie de crise ? Le discours patronal ne prête pas à équivoque. En 1885, Elie Le Coultre écrit :

> Définissons le mot crise: la crise est aujourd'hui l'état normal de notre industrie, parce que la production est plus forte que les besoins... Comptons donc avec la crise pour la suite, elle sera notre fidèle compagne pour bien des années cela, avec des alternances, variant de l'état aigu, à un état meilleur...[103]

En 1976, André Bénard, l'un des huit «managing-directors» de la «Shell», tient sensiblement les mêmes propos aux journalistes qui l'interrogent:

> ... Je crois que nous ne devons nous faire aucune illusion: la crise de 1973 n'est pas la dernière. Notre activité ira de crise en crise, sa nature même est la crise. Nous vivrons constamment avec ce problème...[104]

L'époque, le secteur et l'environnement sont totalement différents, mais le langage est le même.

— Quels furent les rapports entre patrons et ouvriers de la fin du XVIIIe siècle à nos jours et dans quelles circonstances ont-ils passé de l'affrontement à la «paix du travail»?[105]

— Comment soumettre «le discours économique, à tous ses niveaux, depuis celui de la conversation et de la correspondance jusqu'à celui du théorème scientifique, en passant par tous les styles de journalisme, à l'analyse de structure que les linguistes proposent pour d'autres «discours», particulièrement le discours politique»[106]. Il y aurait là matière à occuper une belle équipe interdisciplinaire.

— Et l'armée? Quelles sont ses relations avec le patronat et la politique? Peut-on quantifier, de 1848 à nos jours, l'anecdote de Georges Bovet qui narre le malaise du conseiller aux Etats tessinois Giovanni Airoldi, qui, à moitié aveugle, se dirigeait à tâtons à travers les couloirs de l'Assemblée murmurant chaque fois qu'il touchait un objet inconnu: «Pardon mon colonel!»[107] La même démarche permettrait de cerner avec précision l'évolution de liens entre l'armée et les conseils d'administration des grandes entreprises où se prennent les grandes options économiques.

— Les patrons et l'espace: thème à cerner aussi bien dans la localisation des industries et des services qui ne cessent de remodeler nos villes et nos régions, que dans le choix du site et de la situation de leurs résidences principales et secondaires.

L'histoire des quartiers dits «résidentiels» comme celle des zones de loisirs, des montagnes enneigées aux rives de la Méditerranée, peuvent-elles se concevoir sans dater avec précision les différentes vagues de propriétaires ?[108].

— Et que trouvons-nous dans ces villas patronales ? Des œuvres d'art, mais lesquelles ? Les travaux de l'historien américain Albert Boime[109] sur la France du XIXe siècle touchant les relations réciproques des entrepreneurs et des artistes sont-ils transposables en Suisse où les collections privées sont aussi riches qu'anciennes ?

Il y aurait encore tant à dire sur l'image patronale dans les «media»[110] sur les profils de carrière et la mobilité sociale des grands patrons qui passent de la banque à l'industrie avant d'accéder aux «grands» conseils d'administration de l'une ou l'autre ou de plusieurs des «principales entreprises de Suisse»[111]. L'évolution des modes dans la gestion n'est-elle pas décelable dans les programmes des séminaires patronaux que rêvent de suivre un jour tous les jeunes cadres ?[112] Et dans ce même ordre d'idées, il faudrait avoir les moyens de tenter un jour une analyse rigoureuse des doctrines, de l'éthique et de l'idéologie patronales dans leur dimension historique[113] par le biais des rapports émanant de toutes les organisations patronales ainsi qu'au travers des innombrables organes de presse des associations professionnelles et des entreprises[114]. Mais avant de se lancer dans une opération d'une telle ampleur, le chercheur ne devrait jamais oublier que la valeur d'une conception, comme son sens profond, doivent être déterminés en observant ce qu'un homme accomplit avec elle et non ce qu'il dit sur elle[115].

L'histoire des patrons est-elle concevable en dehors de celle de l'argent ? Poser la question, c'est déjà enfreindre une coutume bien établie : le silence poli, feutré, qui entoure, préserve l'argent sous toutes ses formes. Mais ce tabou que Carl Spitteler a si finement senti[116] doit-il encore interdire toute recherche sur le XIXe siècle ?

— Que savons-nous des fortunes suisses au siècle passé ? Les enquêtes effectuées en France, par exemple, offrent déjà des méthodes d'investigation et des résultats tangibles qui seraient, dans une certaine mesure, applicables en Suisse[117].

— Que savons-nous d'une part de la rémunération des patrons et de son rôle comme instrument dans la politique de direction de

l'entreprise[118] et d'autre part, que savons-nous de l'évolution des formes de rémunération du personnel que Bernard Mottez rattache directement aux pratiques et aux idéologies patronales ?[119].

Bien que ce ne soit là qu'un aperçu des perspectives de recherches, il est temps de conclure en rappelant quelques objectifs de l'histoire des patrons.

L'étude, tant historique qu'économique, des processus d'industrialisation et de toutes leurs conséquences politiques et sociales ne saurait plus se concevoir sans l'apport des monographies qui nourrissent nos connaissances générales par l'épreuve du détail. Mais pour être crédible, l'histoire des patrons et de leurs entreprises, toujours menacée de triomphalisme, doit absolument éviter deux écueils, hélas trop souvent présents dans de nombreux ouvrages de circonstances : « l'hagiographie de l'entrepreneur et le mythe de l'entreprise abstraite »[120]. Car, les faits économiques, comme les actions qui les sous-tendent, ne sont jamais isolés. Il incombe à l'historien de les situer continuellement dans une conjoncture et dans leur secteur, et c'est ce souci de garder un contact constant avec l'environnement qui donne au cas particulier toute sa valeur. On retrouve la même préoccupation chez un « jeune patron de gauche » Alain Gomez, P.D.G. de « Saint-Gobain Emballages », fondateur du CERES avec Jean-Pierre Chevènement qui trouve regrettable que l'approche micro-économique n'ait pas encore sa place dans l'enseignement universitaire :

> ... parce que tout vient de la micro-économie. Ce que j'appelle ainsi, c'est l'entreprise. Parce qu'un gros problème de notre société, c'est l'enseignement de l'économie en France. A la faculté de droit ou à l'ENA, ou à l'Ecole des Mines, c'est « macro », c'est Keynes revu par tel ou tel élève, disciple ou contradicteur. Mais ça reste extraordinairement « macro-économique ». On jongle avec des « agrégats », des notions globales ; on ne sent pas charnellement comment on fait un prix, comment on décide d'un investissement, comment se fixent les salaires, quels sont les rapports de pouvoir dans l'entreprise. Toutes ces choses-là, sur lesquelles on glose tous les jours, journalistes et économistes — y compris le premier économiste de France dernière mouture — ne les ont pas vécues. Moi, je ne suis pas capable de manœuvrer des concepts que je n'ai pas éprouvés. Honnêtement, je finissais par ne pas comprendre de quoi je parlais...[121]

L'histoire micro-économique s'apprend dans le laboratoire de l'entreprise, dans les procès-verbaux des conseils d'administration et autres pièces annexes des comités de direction. Il est banal de rappeler que les décisions les plus importantes, aux effets irradiants et durables, prennent naissance dans des cercles restreints, souvent influencés par une ou deux fortes personnalités. Ainsi, si l'on partage le point de vue de Jacques Boudeville qui considère la décision, avec tous ses mécanismes, comme l'aspect le plus moderne de la science contemporaine[122], l'histoire des patrons, ces preneurs de décisions, qui disposent de grands moyens pour les imposer, prend toute sa dimension sociale. Car, en fait, il ne serait pas inintéressant de savoir, en reprenant la problématique définie par Pierre Vilar :

> Qui possède ou acquiert les moyens d'investir ?
> Qui décide de leur emploi ?
> Et en vue de quoi ?[123]

Bien que déjà évoquées dans d'autres circonstances[124], je reprendrai les conclusions de Jean Bouvier qui met le doigt sur une contradiction que l'histoire des patrons pourrait atténuer :

> Le pouvoir économique est, pour la classe qui le détient, le pouvoir suprême. C'est là qu'ont lieu les batailles décisives de l'histoire contemporaine. Que la grande bourgeoisie sente, ou tout simplement qu'elle imagine ce pouvoir en péril, et un grand ébranlement se produit en son cœur. Inutile de donner des exemples. C'est bien pourquoi l'histoire sociale du XIXe siècle et du XXe siècle souffre d'une profonde lacune. Que savons-nous du pouvoir *économique* de la bourgeoisie d'entreprise et d'affaires ? du grand négoce ? de la grande industrie ? de la grande banque ? Qu'en savons-nous surtout entre les années 1880 et 1930 ? Un demi-siècle de croissance capitaliste et de pouvoir *effectif* de la grande bourgeoisie échappe, dans une mesure considérable à nos investigations. Il semble que dans l'historiographie française sociale contemporaine, nous avancions bien plus vite dans la connaissance des classes dirigées que dans la connaissance de la classe dirigeante. C'est une contradiction qui me paraît même s'aiguiser à mesure que le temps s'écoule.[125]

La Suisse n'échappe pas à cette contradiction. Malgré son retard considérable par rapport aux pays voisins, l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse connaît un développement réjouis-

sant comme l'ont montré les travaux présentés à l'assemblée annuelle de la Société suisse d'histoire économique et sociale en novembre 1977. Pour sa part, l'histoire des patrons n'occupe actuellement qu'une place marginale[126]. Comment donc dans ces conditions, l'histoire des patrons pourrait-elle être taxée de réactionnaire ?

Faut-il jouer sur le mot en récusant la connotation morale issue de la Révolution française[127] pour choisir en toute quiétude, non sans ironie, le principe de l'égalité entre l'action et la réaction, formulé par Isaac Newton, mis en usage par Christian Huygens dans son traité *Horologium Oscillatorium* pour affirmer que l'histoire des patrons est réactionnaire dès l'instant où elle exerce sur l'histoire des classes dirigées une poussée assez forte pour que cette dernière réagisse et se renouvelle en tirant le maximum de profit des sources patronales si peu exploitées[128]. Et c'est ainsi, dans ce beau mouvement dialectique d'action et de réaction réciproques, que les histoires se compléteront pour aboutir à une meilleure connaissance de l'Histoire que Paul Veyne définit, en suivant Marc Bloch, comme «l'inventaire explicatif des différences sociales...»[129]

François JEQUIER

NB Après la remise de ce texte à la rédaction des *Etudes de Lettres*, nous avons pris connaissance à la bibliothèque de la Maison des sciences de l'homme à Paris de la remarquable étude de Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin : «Le Patronat», in *Actes de la recherche en sciences sociales* 20-21, mars-avril 1978, pp. 3-82. La perspective de ce travail centré sur la France pourrait servir d'exemple à des recherches semblables sur les patrons d'autres pays ; sur les méthodes utilisées, le choix de la démarche et les sources, cf. pp. 78-82.
Enfin dans le même numéro, signalons l'article suggestif et solidement étayé de Christophe Charle, «Les milieux d'affaires dans la structure de la classe dominante vers 1900», pp. 83-96.

NOTES

[1] Marc Bloch, « Que demander à l'histoire ? », in *Mélanges historiques*. Paris, SEVPEN, 1963, t. I, p. 8.

[2] *Faire de l'histoire*, t. I *Nouveaux problèmes* sous la direction de Jacques Le Goff et Pierre Nora. Paris, Gallimard, 1974, p. IX.

[3] *Les Saints-Patrons des métiers de France*. Avignon, Aubanel, 1942, 307 p.

[4] Jean Bouvier, « Histoire sociale et histoire économique », in *L'histoire sociale. Sources et méthodes. Colloque de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud (15-16 mai 1965)*. Paris, PUF, 1967, pp. 243.

[5] Jean Bouvier, « L'appareil conceptuel dans l'histoire économique contemporaine », in *Revue économique*, janvier 1965, pp. 1-17.

[6] Pierre Vilar, « Croissance économique et analyse historique », in *Première conférence internationale d'histoire économique. Contributions... Stockholm août 1960*. Paris, Mouton, 1960, pp. 35-36 ; à ce sujet, voir aussi Jean Lhomme, *Economie et histoire*. Genève, Droz, 1967, 201 p.

[7] Friedrich Engels, Introduction à Karl Marx, *Les luttes de classes en France 1848-1850*... Paris, Pauvert, 1964, pp. 25-26.

[8] Marc Bloch, op. cit., p. 10.

[9] Ibid.

[10] Colin Clark, *The Conditions of Economic Progress*. London, Mac Millan, 1957, XV+720 p. (traduction française, Paris, PUF, 1960.)

[11] Simon Kuznets, *Croissance et structure économiques*. Paris, Calmann-Lévy, 1972, 443 p. (donne déjà un bon aperçu des perspectives de l'auteur).

[12] Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse. Le démarrage économique du XVIIIe au XXe siècle*. Paris, Gallimard, 1971, 372 p. ; *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*. Paris, Mouton, 1976, 355 p. ; *Taille des villes, conditions de vie et développement économique*. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1977, 421 p.

[13] Henrietta Melia Larson, *Guide to Business History. Materials for the Study of American Business History and Suggestions for their Use*. Boston, J. S. Canner & Co, 1964, XXVI+1181 p. (Harvard Studies in Business History 12) ; Lorna Daniells, *Studies in Enterprise : A Selected Bibliography of American and Canadian Company Histories and Biographies of Businessmen*. Boston, Harvard University Press, 1957, XIV+169 p. Pour la Grande-Bretagne, cf. Roy A. Church, « Business History in Britain », in *Journal of European Economic History*, vol. 5, Spring 1976, No. 1, pp. 209-228 ; pour l'Allemagne, cf. Hans Pohl, « Unternehmensgeschichte in der Bundesrepublik Deutschland- Stand der Forschung und Forschungsaufgaben für die Zukunft », in *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 1977, 1, pp. 26-41. Rien de comparable pour la France après la disparition de la revue *Histoire des Entreprises* en novembre 1963.

[14] Jean Bouvier, *Histoire économique et histoire sociale. Recherches sur le capitalisme contemporain*. Genève, Droz, 1968, p. 17.

[15] François Jequier, «Les archives d'entreprises: ce que l'historien désire obtenir», in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XV, 1977, No. 40, p. 114. (Cet article avait paru précédemment dans le *Bulletin de l'Association des archivistes suisses*, mai 1977, No. 28, pp. 15-64.)

[16] Pierre Léon, *La naissance de la grande industrie en Dauphiné (fin du XVIIe siècle — 1869)*. Gap, Impr. Louis-Jean, 1954, 2 vol.

[17] David Landes, *L'Europe technicienne. Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*. Paris, Gallimard, 1975, 781 p.

[18] Yves Renouard, *Les hommes d'affaires italiens du Moyen Age*. Paris, Colin, 1949, 262 p. et Armando Sapori, *Le marchand italien au Moyen Age. Conférences et bibliographie*. Paris, Colin, 1952, LXX+126 p. (Affaires et gens d'affaires).

[19] Raymond de Roover, *The Rise and Decline of the Medici Bank 1397-1494*. Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1963, XII+500 p. (Harvard Studies in Business History 21).

[20] Michel Mollat, *Les affaires de Jacques Cœur: Journal du procureur Dauvet...* Paris, SEVPEN, 1952-1953, 2 vol. (Affaires et gens d'affaires).

[21] Richard Ehrenberg, *Le siècle des Fugger*. Paris, SEVPEN, 1955, 433 p. Léon Schick, *Un grand homme d'affaires du début du XVIe siècle: Jacob Fugger*. Paris, SEVPEN, 1957, XI+323 p. (Affaires et gens d'affaires).

[22] Henri Lapeyre, *Une famille de marchands: les Ruiz*. Paris, Colin, 1955, 671 p. (Paris Thèse principale Lettres).

[23] Une bonne vue d'ensemble: Norman Scott Brian Gras, *Business and Capitalism. An Introduction to Business History*. New York, F.S. Crofts, 1939, XXII+408 p. reprinted 1971 by Augustus M. Kelley.

[24] Julius Kirshner, «Les travaux de Raymond de Roover sur la pensée économique des scolastiques», in *Annales E.S.C.*, 2-3, mars-juin 1975, pp. 318-338.

[25] Yves Durand, *Les fermiers généraux au XVIIIe siècle*. Paris, PUF, 1971, 664 p.; *Finance et mécénat. Les fermiers généraux au XVIIIe siècle*. Paris, Hachette, 1976, 320 p.

[26] Une belle étude de cas illustrant parfaitement notre perspective: Pierre Léon, *Marchands et spéculateurs dauphinois dans le monde antillais du XVIIIe siècle, les Dolle et les Raby*. Paris, Les Belles Lettres, 1963, 215 p. (Bibliothèque de la Faculté des Lettres de Lyon VIII).

[27] Un exemple de taille: Claude Pris, *La Manufacture royale des Glaces de Saint-Gobain 1665-1830. Une grande entreprise sous l'Ancien Régime*. Lille, Service de reproduction des thèses, 1975, 3 vol.

[28] Pierre Vilar, «Croissance économique et analyse historique», op. cit., p. 71.

[29] Guy Chaussinand-Nogaret, «Aux origines de la Révolution: noblesse et bourgeoisie», in *Annales E.S.C.*, mars-juin 1975, p. 273; le même thème avait déjà été abordé cinq ans plus tôt: «Capital et structure sociale sous l'Ancien Régime», in *Annales E.S.C.* mars-avril 1970, pp. 463-476.

[30] Guy Chaussinand-Nogaret, *Gens de finance au XVIIIe siècle*. Paris, Bordas, 1972, 160 p. et *La noblesse au XVIIIe siècle. De la féodalité aux*

lumières. Paris, Hachette, 1976. 239 p.; et un choix de textes intéressants: *Une histoire des élites 1700-1848*... Paris. Mouton. 1975. 376 p. (Le savoir historique 6).

[31] Jean Bouvier et Henry Germain-Martin, *Finances et financiers de l'Ancien Régime*. Paris, PUF, 1969, p. 126.

[32] Guy Chaussinand-Nogaret, «Aux origines de la Révolution...», op. cit., p. 275; cette opinion mérite d'être nuancée; pour une mise au point commode en forme d'état de la question, cf Robert R. Palmer, «Polémique américaine sur le rôle de la bourgeoisie dans la Révolution française», in *Annales historiques de la Révolution française*, t. 39, 1967, p. 369-380 qui résume une série d'articles parus dans *American Historical Review* d'octobre 1965 à janvier 1967.

[33] Guy Richard, *Noblesse d'affaires au XVIIIe siècle*. Paris, Colin, 1974, pp. 147-184.

[34] Id., p. 146.

[35] G. Villepreux, «Un maître de forges sous quatre régimes: Nicolas Rambourg», in *Revue d'histoire des mines et de la métallurgie*, t. III, 1971, No. 2, pp. 149-258.

[36] François Crouzet, «Angleterre et France au XVIIIe siècle. Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques», in *Annales E.S.C.* 2, mars-avril 1966, pp. 254-291. Signalons un aperçu bien étayé de la question: Jacques Godechot, «L'industrialisation de l'Europe à l'époque révolutionnaire», in *L'industrialisation en Europe au XIXe siècle. Cartographie et typologie*... publié sous la direction de Pierre Léon, François Crouzet et Richard Gascon. Paris, CNRS, 1972, pp. 359-377.

[37] Nicolas de Rambourg, *De la surabondance et excellence des mines et des usines de fer, en France, pour tous les divers besoins*. Paris, Impr. de Fain, 1818, 28 p. Et dans l'abondante littérature relative au protectionnisme, un ouvrage toujours utile malgré son âge respectable: Pierre Clément, *Histoire du système protecteur en France depuis le ministère de Colbert jusqu'à la révolution de 1848*... Paris Guillaumin, 1854, XI+368 p. Enfin, une bonne mise au point: Robert Schnerb, *Libre échange et protectionnisme*. Paris, PUF, 1970, 128 p.

[38] Bertrand Gille, *Les origines de la grande industrie métallurgique en France*. Paris, Domat-Montchrestien, 1947, XXXI+212 p. et *La sidérurgie française au XIXe siècle*. Genève, Droz, 1968, 317 p. ainsi qu'une série impressionnante d'articles spécifiques...

[39] Knut Borchardt, «Probleme der ersten Phase der Industriellen Revolution in England. Ein bibliographischer Bericht über wirtschaftsgeschichtliche Publikationen und den Stand der Forschung im englischen Sprachraum», in *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Bd. 55, 1968, pp. 1-62.

[40] En plus de la somme de David Landes citée à la note 17, cf. les volumes VI et VII de la *Cambridge Economic History of Europe*.

[41] François Crouzet, *L'économie britannique et le Blocus continental 1806-1813*. Paris, PUF, 1958, 2 vol (Paris Thèse principale Lettres).

Wolfram Fischer, *Wirtschaft und Gesellschaft im Zeitalter der Industrialisierung. Aufsaetze, Studien, Vortraege*. Goettingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1972, 547 p.

Rondo E. Cameron, *France and the Economic Development of Europe, 1800-1914. Conquests of Peace and Seeds of War.* Princeton University Press, 1961, XVIII+586 p. (Traduction française aux éditions du Seuil en 1971.)

Claude Fohlen, *L'industrie textile au temps du Second Empire.* Paris, Plon, 1956, 534 p. (Thèse principale Lettres) et sa thèse complémentaire qui reste un modèle de monographie d'entreprise: *Une affaire de famille au XIXe siècle: Méquillet-Noblot.* Paris, Colin, 1955, 141 p.

[42] Paul Bairoch, *Révolution industrielle et sous-développement.* Paris, Mouton, 1974, 381 p. (4e éd.)

[43] Paul Bairoch, « L'agriculture et le processus d'industrialisation aux XVIIIe et XIXe siècles », in *Economies et Sociétés. Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AG, t. VI, No. 5, mai 1972, p. 1127.

[44] Id., pp. 1128-1129.

[45] Guy Thuillier, *Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIXe siècle.* Paris, SEVPEN, 1959, 254 p.

[46] John Butt, ed. *Robert Owen, Prince of Cotton Spinners.* Newton Abbott, David & Charles, 1971, 265 p.; Sidney Pollard and John Salt, ed. *Robert Owen. Prophet of the Poor. Essays in honour of the two hundredth anniversary of his birth.* London, Macmillan, 1971, XI+318 p.

[47] Louis Bergeron, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire.* Paris, Mouton, 1978, 436 p.

[48] Jean Bouvier, *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts.* Paris, Impr. nationale, 1961, 2 vol.

[49] François Caron, *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau. La Compagnie du chemin de fer du Nord 1846-1937.* Paris, Mouton, 1972, 619 p.

[50] Peter Mathias, « The Entrepreneur in Brewing 1700-1830 », in *Explorations in Entrepreneurial History*, t. X, No. 2, 1957, pp. 72-80 et *The Brewing Industry in England 1700-1830.* Cambridge, At the Univ. Press, 1959, 596 p.

[51] Theo C. Barker, *The Glassmakers Pilkington: the rise of an international company 1826-1976.* London, Weidenfeld and Nicolson, 1977, XXXI+558 p.

[52] David Landes, *L'Europe technicienne...* op. cit., cf. note 17. Alfred Chandler, *Stratégies et structures de l'entreprise.* Paris, Les éditions d'organisation, 1972, 543 p.

[53] Cf. notamment les recherches et travaux de l'Institut d'histoire économique et sociale de l'université de Paris I et les travaux effectués sous la direction de Louis Bergeron à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

[54] Une remarquable thèse de doctorat d'état illustre le dynamisme et la qualité des travaux émanant du Centre Pierre Léon à Lyon, Pierre Cayez, *Métiers Jacquard et hauts fourneaux aux origines de l'industrie lyonnaise.* Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, 475 p.

[55] Louis Bergeron, *Les capitalistes en France (1780-1914).* Paris, Gallimard, 1978, 234 p. (Coll. Archives 70).

[56] François Perroux. *Le Capitalisme.* Paris, PUF, 1969, 6e éd. p. 5. L'histoire des patrons est indissociable de celle du système capitaliste. Notons l'évolution des questions que les historiens comme les économistes se posent à son sujet. Cf. Alain Cotta, *Le capitalisme.* Paris, PUF, 1977, 128 p. et l'étude comparative de

Jean Valarché, «Comment deux générations d'économistes considèrent le système capitaliste», in *Revue suisse d'histoire* 1-2, 1978, pp. 112-120. Une bonne perspective historique chez Guy Palmade, *Capitalisme et capitalistes français au XIXe siècle*. Paris, Colin, 1961, 297 p. et dans l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Boudet, *Le monde des affaires en France de 1830 à nos jours*. Paris, S.E.D.E., 1952, 768 p. Enfin, sur le XXe siècle, un bel ouvrage de synthèse, *Le capitalisme d'aujourd'hui. L'Etat et l'entreprise*. Paris, Gallimard, 1967, 494 p. (Bibliothèque des sciences humaines).

[57] L. Bergeron, *Les capitalistes en France*... op. cit., p. 216.

[58] Jean Jaurès, *L'Organisation Socialiste de la France. L'armée nouvelle*. Paris, Jules Rouff & Cie, 1911, pp. 484-5.

[59] Louis Bergeron, *Les capitalistes en France*..., op. cit., p. 217.

[60] Pierre Vilar, «Croissance économique et analyse historique», op. cit., p. 82.

[61] Pierre Vilar, «Un thème de recherche en histoire économique : Entreprise et profit dans divers modes de production», in *Bulletin de l'Institut d'histoire économique et sociale* de Paris I, No 1, juillet 1972. p. 9.

[62] A ce sujet, cf. les remarques prudentes de Pierre Caspard, *La Fabrique-Neuve de Cortaillod 1752-1854. Entreprise et profit pendant la Révolution industrielle*. Paris, Publications de la Sorbonne, Fribourg Editions universitaires, 1979, 227 p. particulièrement les chapitres V (Prix de revient et prix de vente) et VI (Le mouvement du profit). L'ouvrage fondamental sur la question reste celui de Jean Bouvier, François Furet et Marcel Gillet, *Le mouvement du profit en France au XIXe siècle. Matériaux et Etudes*. Paris, Mouton, 1965, 465 p.

[63] J. Ullmo, *Le Profit*. Paris, Dunod, 1969, p. 210.

[64] Pierre Vilar, «Un thème de recherche en histoire économique et sociale...», op. cit., pp. 12-13.

[65] Maurice Agulhon, *Le Cercle dans la France bourgeoise (1810-1848). Etude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Colin, 1977, 107 p. (cahiers des Annales 36).

[66] *Karl Marx — Friedrich Engels Werke*. Berlin, Dietz Verlag, 1967, Band 37, p. 44. Cette lettre, datée du début d'avril 1888, est citée par Sylvia Raphael, «Balzac and Social History», in *European Studies Review*, vol. I, No. 1, January 1971, p. 23.

[67] Jean-Baptiste Say (1767-1832) fait déjà la distinction parmi les «industrieux» entre les «simples salariés» et les «entrepreneurs». Cf. son *Traité d'économie politique*... Paris, Guillaumin, 1841, 6e éd., p. 352 (la première édition date de 1803).

[68] François Schaller, «Les Facteurs de la transformation des structures», in *Revue suisse d'économie politique et de statistique* 3, 1967, p. 387.

[69] F. Jequier, «Essais sur l'évolution des structures des entreprises familiales», in *UBAH-Revue* (La Chaux-de-Fonds), N° 108, janvier-février 1973, p. 12.

[70] J.-P. Anastassopoulos et J.-P. Larçon, *Profession Patron*. Paris, Flammarion, 1978, 228 p. (Visages de l'entreprise) ; Robert Meigniez, *Pathologie sociale de l'entreprise, la crise de la fonction de direction*. Paris, Gauthier-Villars, 1971, XII+227 p. (hommes et organisations) ; Philippe Bernoux, *Les nouveaux patrons. Le centre des jeunes dirigeants d'entreprise*. Paris, Les

Editions Ouvrières, 1974, 240 p. (Relations Sociales). Roger Priouret, *La France et le management*. Paris, Denoël, 1968, 411 p. Les patrons qui ont gardé le sens de l'humour apprécieront la satire, illustrée par Sempé, de Michel Barba, *Les PDG*, Paris, Julliard, 1968, 221 p.

[71] *La petite entreprise face à la croissance industrielle* (Strasbourg 14-15 octobre 1977), colloque organisé par la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales.

[72] Paul Lazarsfeld, «réflexions sur la vie des affaires», in *Philosophie des sciences sociales*. Paris, Gallimard, 1970, pp. 465-466. (bibliothèque des sciences humaines).

[73] Ce séminaire centré sur *le Patronat de la seconde industrialisation*, organisé par la Maison des sciences de l'Homme à Paris, était dirigé par le professeur Maurice Lévy-Leboyer. Notre contribution a paru sous le titre: «Le patronat horloger suisse face aux nouvelles technologies (XIXe — XXe siècles)», in *Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise* 1977, No 1, pp. 23-69.

[74] A ce sujet, parmi d'innombrables études, les réflexions de Raymond Aron, *La lutte de classes — nouvelles leçons sur les sociétés industrielles*. Paris, Gallimard, 1964, 379 p. et Ralf Dahrendorf, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*. Paris, Mouton, 1972, XXVI+341 p.

[75] R. Janssens van der Sande, «Rationalité et irrationalité dans la décision de l'entrepreneur», in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XV, 1977, No. 40, pp. 77-86 et Jean Menthonnex, «De la théorie de la prise de décision à son application dans l'entreprise», in *Revue économique et sociale*, 1977, 2, pp. 86-92.

[76] Joseph A. Schumpeter, «Unternehmer», in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Jena, G. Fischer, 1928, vol. 8, p. 476-487 et sur l'œuvre du grand économiste autrichien, cf. François Perroux, *La pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*. Genève, Droz, 1965, 259 p.

[77] James Burnham, *L'ère des organisateurs (Managerial Revolution)*. Paris, Calmann-Lévy, 1947, XXIV+263 p. avec une préface de Léon Blum.

[78] John Kenneth Galbraith, *Le nouvel état industriel. Essai sur le système économique américain*. Paris, Gallimard, 1968, 418 p. (Bibliothèque des sciences humaines).

[79] L'utilisant parfois, mais dépassant largement la perspective microéconomique ou «entrepreneurielle», le premier numéro de la revue *Relations internationales* traite des *Milieux d'affaires et politique étrangère*.

[80] Henri Morsel, «Contribution à l'histoire des ententes industrielles (à partir d'un exemple l'industrie des chlorates)», in *Revue d'histoire économique et sociale*, 1976, No 1, pp. 118-129.

[81] Fritz Marbach, *Kartelle, Trusts und Sozialwirtschaft*. Bern, Francke, 1932, 357 p.

[82] Yves Morvan, *La concentration de l'industrie en France*. Paris, Colin, 1972, 510 p.

[83] Mira Wilkins, *The Maturing of Multinational Enterprise. American Business Abroad from 1914 to 1970*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1974, XVI+590 p. et «Modern European Economic History and the

Multinationals », in *Journal of European Economic History*, vol. 6, Winter 1977, No 3, pp. 575-595.

[84] Ralph W. Hidy and Muriel E. Hidy, *Pioneering in big business 1882-1911, History of Standard Oil Company New Jersey*. New York, Harper & Bros, 1965, XXX+839 p.

[85] William Carr, *Ces étonnants Du Pont de Nemours*. Paris, Ed. de Trévise, 1967, 344 p. *Du Pont de Nemours: the Autobiography of an American Enterprise. The Story of E.I. Du Pont de Nemours and Co.* 1952, 138 p.

[86] Frederik C. Gerretson, *History of the Royal Dutch*. Leiden, Brill, 1953-1957, 4 vol.

[87] David Fieldhouse, *Unilever overseas: the anatomy of a multinational 1895-1965*. London, Croom Helm, 1978 et Charles Wilson, *The history of Unilever. A study in economic growth and social change*. London, Cassel, 1954, 2 vol.

[88] Joseph W. Reader, *Imperial Chemical Industries. A History*. London Oxford University Press, 1970, XVI+563 p. (The Forerunners 1870-1926).

[89] Patrick Fridenson, *Histoire des usines Renault. Naissance de la grande entreprise 1898-1939*. Paris, Le Seuil, 1972, 357 p.

[90] Pour ne citer que le cas français, Pierre Birnbaum, *La classe dirigeante française, dissociation, interpénétration, intégration*. Paris, PUF, 1978, 191 p. et Nicole Delefortrie-Soubeyroux, *Les dirigeants de l'industrie française*. Paris, Colin, 1961, 286 p.

[91] Signalons encore une étude intéressante sur la longue marche du patronat français de 1830 à mai 1968 de Jean Lambert, *Le Patron: de l'avènement à la contestation*. S.I. Bloud et Gay, 1969, 245 p. Roger Priouret, *Les origines du patronat français*, Paris, Grasset, 1963, 283 p. Et, pour l'Allemagne, Juergen Kocka, *Unternehmer in der deutschen Industrialisierung*. Goettingen, Vandenhœck und Ruprecht, 1975, 173 p. Enfin, pour l'Italie, la récente somme de Giovanni Busino, *Vilfredo Pareto e l'industria del Ferro nel Valdarno. Contributo alla storia dell' imprenditorialta italiana*. Milano, Banca Commerciale Italiana, 1977, 922 p. et du même auteur : « Quelques réflexions sur la théorie de l'entrepreneur et l'histoire des entreprises », in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*. t. XV, 1977, No 40, pp. 119-132.

[92] Erich Gruner, « Quelques réflexions sur l'élite politique dans la Confédération helvétique depuis 1848 », in *Revue d'histoire économique et sociale* 44, 1966, pp. 145-168. On trouvera la liste de ses travaux dans *Geschichte und Politische Wissenschaft. Festschrift für Erich Gruner zum 60. Geburtstag*, hrsg. von Beat Junker, Peter Gilg und Richard Reich. Bern, Francke, 1975, 372 p.

[93] Roger Girod, « Milieux politiques et classes sociales en Suisse », in *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXIX, N.S., juillet-décembre 1965, pp. 29-54 et *Mobilité sociale. Faits établis et problèmes ouverts*, Genève, Droz, 1971, VIII+204 p.

[94] Maurice Erard, « Esquisse d'une sociologie des classes sociales en Suisse », in *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXIX, N.S., juillet-décembre 1965, pp. 3-28.

[95] Giovanni Busino, *Les Elites en Suisse* — quatorzième leçon d'un cours donné à l'Ecole des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne en

1976-1977, p. 214 (ronéotypé). Un bon aperçu de la question est donné par l'équipe de *Domaine Public* : « Essai sur le capitalisme suisse I et II », in *Domaine Public*, Nos 125-127 (février 1970, 62 p.) et 137-139 (novembre 1970, 95 p.).

[96] Pour la période révolutionnaire, cf. les réflexions toutes récentes de Marie-Claude Jequier, « Dans le commerce et l'industrie, le ferment de la Révolution vaudoise de 1798, le Comité de Réunion : ces premiers patriotes qui eurent le courage du risque », in *Gazette de Lausanne* du 24 janvier 1979, pp. 4-5.

[97] Erich Gruner, *L'Assemblée fédérale suisse 1848-1968...* Berne, Francke, 1966-1970, 5 vol. (Helvetica politica, Series A, I-5).

[98] François Jequier, *Une entreprise horlogère du Val-de-Travers : Fleurier Watch Co SA. De l'atelier familial du XIXe aux concentrations du XXe siècle.* Neuchâtel, Société d'histoire et d'archéologie, 1972, 406 p. et « L'action des comités neuchâtelois d'industrie durant la crise horlogère de la fin de l'époque napoléonienne », in *Musée Neuchâtelois* 3, 1975, pp. 97-126.

[99] François Jequier, « Le patronat horloger suisse face aux nouvelles technologies (XIXe — XXe siècles) », in *Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise* 1, 1977, pp. 23-69.

[100] François Jequier, « Les relations économiques entre Genève et la Vallée de Joux des origines à nos jours », in *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. XV, 1973, pp. 99-123 et « La Vallée de Joux d'après les rapports de la Commission d'enquête commerciale et industrielle », in *Revue historique vaudoise*, 1976, pp. 115-137 et « Une révolution paisible : la Vallée de Joux en 1798 d'après les archives du Comité de surveillance de la commune du Chenit », in *Revue historique vaudoise*, 1977, pp. 111-158.

[101] Ces différents aspects seront développés dans un ouvrage à paraître : *L'évolution économique et sociale de la Vallée de Joux de la Révolution industrielle à nos jours. (étude de cas).* Nous remercions le Fonds national de la recherche scientifique d'avoir soutenu ce projet.

[102] Trop rares sont les grandes biographies du genre et de la qualité de celle d'Ernst Gagliardi, *Alfred Escher. Vier Jahrzehnte neuerer Schweizergeschichte.* Frauenfeld, Huber & Co, 1919-1920, 2 vol. (748 p.)

[103] Archives *Le Coultre & Cie* au Sentier. Elie Le Coultre, *Notices sur la Maison de 1860 à 1885*, cahier manuscrit daté du 31 décembre 1885, pp. 34-35.

[104] Interview d'André Bénard publié par André Harris et Alain de Sédouy, *Les Patrons*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 304.

[105] A côté des pages superbes de Jean Jaurès, op. cit., cf. Pierre Laroque, *Les rapports entre patrons et ouvriers. Leur évolution en France depuis le XVIIIe siècle. Leur organisation contemporaine en France et à l'étranger.* Paris, Aubier, 1938, 430 p. et notre dernière étude de cas : « Fédérations ouvrières et réactions patronales dans une région périphérique au début du XXe siècle : naissance du syndicalisme horloger à la Vallée de Joux », in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XV, 1977, No 42, pp. 201-265.

[106] Pierre Vilar, « Un thème de recherche en histoire économique et sociale... », op. cit., p. 7. Un des exemples les plus frappants d'un discours patronal se trouve dans les « écrits » d'Henry Ford (en collaboration avec Samuel Crowther) *Ma vie et mon œuvre.* Paris, Payot, 1925, 317 p. et *Aujourd'hui et demain.* Paris, Payot, 1926, 349 p. Cf. aussi les mémoires d'Alfred P. Sloan, *Mes*

années à la General Motors. Paris, Ed. Hommes et Techniques, 1966, 371 p. Pour la France, Auguste Detoeuf, *Propos de O.L. Barenton Confiseur...* Paris, Ed. du Tambourinaire, 1955, 231 p.

[107] Georges Bovet, *Chemin faisant...*, Genève, Ed. du Cheval Ailé, C. Bourquin éditeur, 1945, p. 14, cité par Erich Gruner, « Quelques réflexions sur l'élite politique... », op. cit., p. 145.

[108] Le groupe d'histoire matérielle de la civilisation industrielle a tenu un colloque à Paris, le 17 mars 1979, sur le logement patronal aux XIXe et XXe siècles. En Suisse, les belles études réunies sous le titre Région & idéologie — Riviera Lémanique, in *Werk-archithese* 6, juin 1977, 76 p. et tout particulièrement la contribution de Geneviève Paschoud, « Infrastructure hygiénique et promotion de la Riviera salutaire » (pp. 27-40) qui comporte une riche iconographie de l'habitat résidentiel.

[109] Albert Boime, « Entrepreneurial Patronage in Nineteenth- Century France », in *Enterprise and Entrepreneurs in Nineteenth- and Twentieth-Century France*. Edited by Edward C. Carter II, Robert Forster and Joseph N. Moody. Baltimore, John Hopkins University Press, 1976, p. 137-207. Plus près de nous, un essai suggestif de Pierre Du Bois, *Les mythologies de la Belle Epoque. La Chaux-de-Fonds, André Evard et l'Art Nouveau*. Grandson, Ed. Willy Suter, 1975, 34 p.

[110] Une étude fondamentale: Louis Galambos, *The Public Image of Big Business in America 1880-1940. A Quantitative Study in Social Change*. Baltimore, John Hopkins University Press, 1975, XII+324 p. Ce sujet préoccupe les associations patronales qui proposèrent en 1973 un concours doté de plusieurs milliers de francs de prix sur la « revalorisation de l'image contemporaine de l'entreprise privée ». Cf. Gerhard Winterberger, *L'image de l'industrie dans l'opinion publique*. Genève, Société pour le développement de l'économie suisse 1972, 14 p. *L'opinion européenne face aux Multinationales* (deux enquêtes réalisées par le Centre européen d'étude et d'information sur les sociétés multinationales). Paris, Ed. d'organisation; Bruxelles, C.E.E.I.M., 1977, 228 p.

[111] Cf. Les publications annuelles de l'Union de Banques Suisses consacrées aux *Principales entreprises de Suisse*.

[112] Lors de mon bref passage dans l'industrie, j'ai eu l'occasion de suivre plusieurs séminaires patronaux; à la mode de la productivité venait de succéder la mode de la direction par objectifs, vite remplacée par celle de la direction par finalités... Les théories favorables à la participation, si vivaces dans les années d'après-guerre, reprirent cours au début des années 1970, pour céder la place au concept de cogestion. Toute cette « littérature » fait partie intégrante du « discours patronal ».

[113] Les discours et autres conférences de Léon Harmel sur l'apostolat ouvrier (1898), la démocratie chrétienne (1897), la démocratie dans l'usine (1907) illustrent parfaitement notre perspective de recherche. Et un exemple classique: Octave Gélinier, *Morale de l'entreprise et destin de la nation*. Paris, Plon, 1965, 397 p. En Suisse, l'idéologie patronale se perçoit aisément dans les discours présidentiels des assemblées générales annuelles que les grandes banques ne manquent pas de publier. Quelques pages suggestives chez Léo Du Pasquier, « Responsabilité de l'industriel dans la conduite des hommes ou recherche d'une

doctrine patronale», in *Revue économique et sociale* 2, avril 1953, pp. 101-132. Pour une étude de l'idéologie patronale française au XIXe siècle, on trouve une bibliographie complète dans A. Melucci, *Idéologies et pratiques patronales pendant l'industrialisation capitaliste: le cas de la France.* Paris, EHESS, 1974.

[114] En septembre 1976 s'est tenu pour la première fois en Suisse le dixième congrès européen des Rédacteurs de journaux d'entreprise qui réunissait plus de cinq cents personnes venant de treize pays, cf. *L'ordre professionnel* du 16 septembre 1976. Il existe, en outre, un Groupement romand des journaux d'entreprises. Sur les grandes associations patronales, cf. Bernhard Wehrli, *Le VORORT mythe ou réalité. Histoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie 1870-1970.* Neuchâtel, La Baconnière, 1972, 345 p. et Alfred Gutersohn, *Les Arts et Métiers dans la vie économique de la Suisse, l'Union suisse des Arts et Métiers 1879-1954.* Lausanne, Impr. Réunies (1954), 273 p.

[115] Percy Williams Bridgman, *The Logic of Modern Physics.* New York, Mac Millan, 1960, p. 7.

[116] Carl Spitteler, *Gesammelte Werke*, Zürich, Artemis-Verlag, 1947, t. VII, p. 391-392. Référence aimablement communiquée par mon collègue Werner Stauffacher.

[117] Adeline Daumard, *Les fortunes françaises au XIXe siècle. Enquête sur la répartition et la composition des capitaux privés à Paris, Lyon, Lille, Bordeaux et Toulouse d'après l'enregistrement des déclarations de succession.* Paris, Mouton, 1973, 603 p. et Pierre Léon, *Géographie de la fortune et structures sociales à Lyon au XIXe siècle (1815-1914).* Lyon, Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, No 4, 1974, 440 p.

[118] Arch Patton, *Rémunération stimulante et promotion des cadres dirigeants (Salaires, primes, avantages marginaux).* Paris, Ed. Hommes et Techniques, 1964, 164 p.

[119] Bernard Mottez, *L'évolution des formes de rémunération. Essai sur les pratiques et les idéologies patronales.* Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1966, 266 p.

[120] Pierre Vilar, «Un thème de recherche en histoire économique et sociale...», op. cit., p. 12.

[121] Interview d'Alain Gomez publié par André Harris et Alain de Sédouy, *Les Patrons.* Paris, Le Seuil, 1977, pp. 268-269.

[122] Jacques Boudeville, *Les espaces économiques.* Paris, PUF, 1970, p. 15.

[123] Pierre Vilar, «Un thème de recherche en histoire économique et sociale...», op. cit., p. 14.

[124] François Jequier, «Quelques réflexions sur la place de l'histoire des entreprises dans l'histoire économique et sociale», in *Histoire Economies, Sociétés.* Journées d'études en l'honneur de Pierre Léon (6-7 mai 1977). Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp. 233-260.

[125] Jean Bouvier, «Histoire sociale et histoire économique», in *L'histoire sociale. Sources et méthodes.* Colloque de l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud (15-16 mai 1965). Paris, PUF, 1967, p. 250.

[126] Signalons la collection des *Pionniers suisses de l'économie et de la technique* et deux monographies récentes: Arthur Straessle, *Eduard Sulzer-Ziegler 1854-1913. Von der politischen und Sozialpolitischen Tätigkeit eines*

Winterthurer Industriellen. Winterthur, 1968, 283 p. et Werner P. Troxler, *Johann Rudolf Forcart-Weiss & Söhne. Ein Beitrag zur Unternehmergeschichte.* Bern, Herbert Lang, 1973, 128 p. (Geist und Werk der Zeiten No 36).

[127] Ce jeu de mot nous a été suggéré par notre instrument de travail et de délassement préféré, *Le Grand dictionnaire universel du XIXe siècle...* par Pierre Larousse où l'on peut lire : « Envisagée au point de vue de la politique théorique, la *réaction* est donc un mouvement contraire à un mouvement donné qui le précède, qu'il tende d'ailleurs à porter les peuples vers une civilisation plus avancée ou qu'il ait pour but de les ramener vers un état plus barbare. C'est ainsi que la Révolution française, cette immortelle page de notre histoire, l'éternel honneur de la France, fut une *réaction* vigoureuse contre l'absolutisme monarchique et les abus qu'il traînait avec lui, comme aussi la Restauration fut une *réaction* violente contre les principes proclamés en 1789... » et pour illustrer l'emploi du terme *réactionnaire* une phrase d'Emile de Girardin : « Les plus grands *réactionnaires* que je connaisse, ce sont les révolutionnaires ». T. 13, p. 751.

[128] Rolande Trempé, « Pour une meilleure connaissance de la classe ouvrière l'utilisation des archives d'entreprise : le fichier du personnel », in *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron.* Paris, Les Editions ouvrières, 1976, pp. 249-263. Nous remercions ici Monsieur Jean Lebet, directeur de *Le Coultre & Cie*, d'avoir ouvert pour l'une de nos étudiantes le fichier du personnel de son entreprise qui devint la source principale d'un mémoire de licence présenté à la Faculté des Lettres, le 23 février 1979, Cf., Christine Deglise, *La situation de la femme dans une entreprise horlogère de 1955 à 1975.* Lausanne 1979, 84+ 52 p. d'annexes.

[129] Paul Veyne, *L'inventaire des différences.* Leçon inaugurale au Collège de France. Paris, Le Seuil, 1976, p. 58.

F. J.